



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 135 – 1^{er} trimestre 2008

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
Les placements des ménages	12
Les disponibilités des entreprises	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	14
4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	15
L'endettement des ménages	16
L'endettement des entreprises	17
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	19
7.1 Taux réglementés	19
7.2 Principaux taux de marché	19
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	19
7.4 Taux de l'usure	19
7. Monnaie fiduciaire	20
7.1 Emission mensuelle de billets euros	20
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	20
8. Changeurs manuels	20
8.1 Achats et ventes de dollars	21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Deux critères cumulatifs sont retenus par l'IEDOM pour l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas l'une de ces conditions sont considérés comme non installés localement. C'est le cas par exemple de l'Agence française de développement (AFD) ou la Casden qui disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. On précisera que la Banque postale est considérée comme un établissement local.

2) Enquête

L'IEDOM réalise trimestriellement une enquête de conjoncture auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement (13 établissements concernés). Le questionnaire vise à appréhender les évolutions de leur activité commerciale en dépôts et en crédits ainsi que leur opinion portant sur différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées relativement à la taille des établissements en fonction de leurs encours en dépôts ou en crédits selon la nature de la question posée. Les résultats obtenus donnent une mesure synthétique de l'appréciation de la situation.

3) Actifs financiers

Dans cette note, les actifs financiers concernent exclusivement les dépôts auprès des banques locales et de la Banque postale. En sont exclus les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

En plus des *dépôts à vue, les placements liquides ou à court terme* regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires). *L'épargne à long terme* est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont cependant pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit de la place mais gérés par des sociétés affiliées, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages comprennent les particuliers, les entrepreneurs individuels (EI) et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières (SNF) ; les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Au titre des passifs financiers, est présentée la situation des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux d'une part, et par l'ensemble des établissements d'autre part.

Les établissements de crédit non installés localement (ECNIL) et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden, Natexis et le Crédit foncier de France.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre les catégories entreprises et ménages selon les types de crédits considérés. Les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés en encours des ménages avec les données des particuliers, alors que les autres catégories de crédit des EI le sont en encours des entreprises avec la totalité des données des sociétés non financières (SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage, tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

S'agissant des ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation recouvrent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information, bien que non exhaustive, permet une analyse des encours de crédits par secteurs économiques.

Cette base statistique est complétée par les données d'encours de créances douteuses déclarées localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10.000 euros, et par celles des arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22.500 euros, transmises par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle internationale

Les effets de la crise des subprimes continuent de peser sur la situation financière des banques. Les annonces de dépréciation d'actif et de pertes se sont poursuivies tout au long du premier trimestre 2008, conduisant certains établissements de crédit à réaliser ou programmer d'importantes recapitalisations.

Les risques de faillite d'établissements financiers majeurs ont conduit la FED, puis la Banque d'Angleterre, à annoncer des plans d'urgence visant à faciliter le refinancement des banques en échange de leurs crédits immobiliers subprimes. Ces mesures exceptionnelles sont venues en complément de décisions de baisse des taux d'intérêt directeurs.

Ainsi, depuis le début de la crise des subprimes, en juin 2007, la Réserve fédérale américaine (FED) a baissé de 3,25 points son principal taux directeur en le portant à 2 % le 30 avril 2008. Le taux de refinancement principal de la Banque d'Angleterre a été revu à trois reprises à la baisse depuis juillet 2007 pour s'établir à 5 % le 10 avril 2008. De son côté, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés depuis juin 2007, du fait de la persistance de fortes pressions inflationnistes et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

Dans ce contexte financier dégradé, les banques centrales doivent mener des arbitrages délicats en matière de politique monétaire, qui tiennent compte d'un environnement économique peu propice, marqué par la résurgence de l'inflation, en particulier avec la flambée du cours du pétrole et des produits alimentaires, et par la baisse du dollar américain. En un peu plus de sept ans, le taux de change de l'euro a progressé de près de 100 % et a même dépassé en avril 2008, le seuil de 1,60 dollar.

1.1. L'évolution des actifs financiers en Guadeloupe

Une collecte de dépôts difficile en début d'année 2008...

Au 1^{er} trimestre 2008, les actifs financiers de la clientèle se sont établis à 5,74 milliards €, affichant une progression de 0,4 % (soit 24,5 millions €) après la forte hausse de la fin d'année 2007 (+ 4,3 %, soit + 233,9 millions €).

Sur un an, les établissements de crédit ont néanmoins maintenu une croissance soutenue de leur activité de collecte de dépôts (+ 7,4 %), quoiqu'en deçà du taux moyen annuel enregistré depuis 2004 (+ 8,3 %).

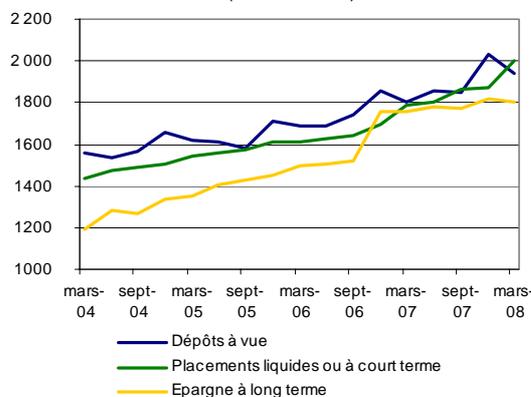
...affectée par une nette diminution des dépôts à vue, ...

L'encours des **dépôts à vue**, qui avait franchi le seuil symbolique des 2 milliards € en décembre 2007, a diminué de 4,6 % (- 93,1 millions €) sur trois mois pour s'établir à 1,94 milliard € à fin mars 2008. Le taux de croissance annuel ressort en revanche à 7,5 %.

Cette évolution est, pour l'essentiel, imputable aux entreprises qui ont contribué pour près de 3,5 points à la baisse des dépôts à vue dans le département. Sur la période sous revue, les comptes ordinaires débiteurs des sociétés non financières se sont effectivement inscrits en repli de 8,2 % par rapport au 31 décembre 2007. Ce recul fait suite à une progression très sensible (+ 19,3 %) des dépôts à vue des entreprises en fin d'année 2007, le quatrième trimestre étant chaque année propice à l'augmentation des disponibilités des entreprises du fait notamment du bouclage des opérations de défiscalisation. Outre cet effet base négatif, la baisse du premier trimestre traduit des tensions dans la situation de trésorerie des entreprises perceptibles également dans l'augmentation des encours de crédits de trésorerie (+ 4,8 %, cf. infra), sur fond de dégradation de la conjoncture économique dans le département.

Les disponibilités des **ménages** ont également été orientées à la baisse (- 2,3 % au 1^{er} trimestre 2008, contre + 3,2 % au trimestre précédent). Les ménages sont néanmoins demeurés les principaux détenteurs de dépôts à vue. A fin mars 2008, ils représentaient 49,6 % de l'ensemble collecté par les établissements de crédit.

Evolution des différents placements
(en millions €)



Seuls les dépôts à vue des **autres agents** se sont inscrits en hausse au 1^{er} trimestre 2008 (+ 4,1 %, soit +13,5 millions €).

... une légère baisse de l'épargne à long terme...

L'**épargne à long terme** collectée par les établissements de crédit s'est établie à 1,80 milliard € en mars 2008, en léger repli sur trois mois (- 0,7 %, - 12,9 millions €). En glissement annuel, la croissance de l'épargne longue est apparue relativement faible (+2,7 % contre + 11,5 % en moyenne annuelle sur quatre ans).

L'épargne longue des ménages, qui représente 96,4 % du total, a affiché une diminution de 0,7 % après avoir crû de 3,1 % au dernier trimestre 2007. Le 1^{er} trimestre 2008 a en effet été marqué par une baisse de l'ensemble des catégories de placements à long terme, à l'exception toutefois des contrats d'**assurance-vie**. L'encours de ces derniers, premier produit d'épargne à long terme (53,4 % du total), a néanmoins marqué le pas en début d'année 2008 (+ 0,6 % contre + 5,3 % au 4^{ème} trimestre 2007) pour s'établir à 928,7 millions €. La collecte des contrats d'assurance-vie, plus particulièrement les contrats en unités de compte, est affectée depuis plusieurs mois par le repli marqué des principales places boursières mondiales.

Les incertitudes pesant sur les marchés financiers du fait de la crise des subprimes, de l'augmentation du prix du pétrole et de l'accélération de l'inflation affectent également les valeurs mobilières. En baisse continue depuis septembre 2007, l'encours des **portefeuilles-titres** des ménages a diminué de 2,4 % au premier trimestre 2008 (après - 0,8 % en décembre 2007 et - 3,5 % en septembre 2007), représentant désormais moins de 10 % de leur épargne à long terme. Le repli des **OPCVM non monétaires** est encore plus marquée (- 5,0 %).

L'encours des **plans d'épargne logement**, qui continue de subir les effets de la modification de leur fiscalité intervenue début 2006, s'est replié de 1,5 % entre décembre 2007 et mars 2008. Ce placement est toutefois demeuré l'une des composantes essentielle de l'épargne financière des ménages guadeloupéens. Avec un encours de 456,3 millions €, il représentait encore 26,3 % de l'épargne à long terme des particuliers au 31 mars 2008.

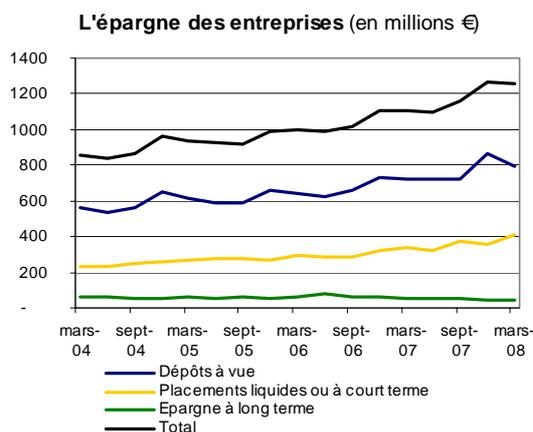
...mais compensée par une nette accélération de l'encours des placements liquides ou à court terme.

A fin mars 2008, les **placements liquides ou à court terme** ont franchi le seuil des 2 milliards € avec, sur le trimestre, une hausse de 7,0 % (contre + 0,4 % en fin d'année 2007). Le rythme de croissance annuelle est demeuré soutenu (+11,9 %).

En dépit du dynamisme de l'encours de l'épargne à court terme des entreprises (+ 16,3 % contre + 4,4 % pour les ménages), les **ménages**, principaux détenteurs d'épargne à court terme (72,2 % du total collecté par les établissements de crédit), sont les premiers contributeurs à l'évolution d'ensemble (3,2 points). La croissance de l'épargne à court terme des ménages est davantage liée à la vigueur de l'épargne réglementée qu'aux placements indexés sur les taux du marché monétaire (2,4 points contre 2 points), bien que ces derniers aient affiché un taux de croissance trimestriel nettement supérieur (+13,1 % contre + 2,9%).

La bonne tenue de l'**épargne réglementée** (+2,9 %) tient notamment à la hausse des taux de rémunération des principaux supports, intervenue en février 2008. Les rendements des Livret A et des Livrets de développement durable (LDD, ex-CODEVI) ont été portés à 3,5 % tandis que ceux des Livrets d'épargne populaire (LEP) et des Comptes d'épargne logement ont gagné 0,25 point pour s'établir à respectivement 4,25 % et 2,25 %.

En conséquence, l'attrait des ménages pour les comptes d'épargne à régime spécial ne s'est pas démenti, les encours s'inscrivant en hausse pour l'ensemble des produits à l'exception des LEP (+ 4,4 % pour les LDD, + 3,4 % pour les livrets ordinaires et + 3,2 % pour les livrets A et bleus).



En parallèle, les **placements indexés sur les taux du marché monétaire** ont enregistré une croissance soutenue au 1^{er} trimestre 2008 (+ 13,1 %). Le niveau des taux d'intérêt contribue en effet à maintenir l'attractivité de ces placements à court terme. Ainsi, la forte croissance observée en début d'année 2008 est tirée en premier lieu par les comptes à terme (+ 15,9 %), les OPCVM monétaires enregistrant une croissance de 7,2 %.

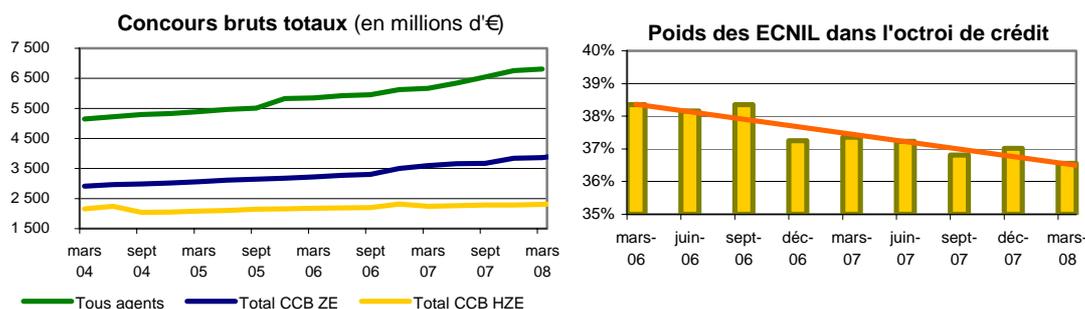
Après un repli de 5,1 % au 4^{ème} trimestre 2007, l'épargne à court terme des **entreprises** s'est révélée particulièrement dynamique en début d'année 2008 (+ 16,3 %), contribuant pour 3,1 point à la croissance d'ensemble des placements liquides ou à court terme. Les entreprises ont en effet confirmé leur intérêt pour les comptes à terme et les OPCVM monétaires dont les encours ont progressé de respectivement 20,2 % et 10,0 %. Ces évolutions ont toutefois été moins marquantes que celle des certificats de dépôts (+ 32,6 % après une baisse de 6,8 % en fin d'année 2007).

1.2. L'évolution des passifs financiers en Guadeloupe

Une croissance modeste de l'encours sain au 1^{er} trimestre 2008...

Concuremment à l'atonie de l'activité de collecte de dépôts, la distribution de crédit a ralenti en début d'année 2008. L'encours sain des crédits octroyés à l'économie guadeloupéenne s'est établi à 6,21 milliards €, progressant seulement de 49,4 millions € (+ 0,8 %) sur trois mois, contre une augmentation de 3,4 % au quatrième trimestre (+11,1 % en glissement annuel).

Si l'encours sain des crédits octroyés par la place bancaire locale a porté l'évolution trimestrielle d'ensemble avec une hausse de 66,5 millions € (+ 1,8 %), celui des établissements non installés localement a diminué de 17,2 millions € (- 0,7 %).



...caractérisée par un ralentissement marqué de l'ensemble des catégories de crédit...

L'ensemble de catégories de crédit a enregistré un ralentissement du rythme de croissance trimestrielle, la décélération étant plus marquée pour les crédits d'investissement. Après la forte hausse de fin d'année (+ 6,2 %), ils sont ressortis en hausse de seulement 0,3 %, l'environnement économique s'étant révélé moins porteur au cours du premier trimestre 2008.

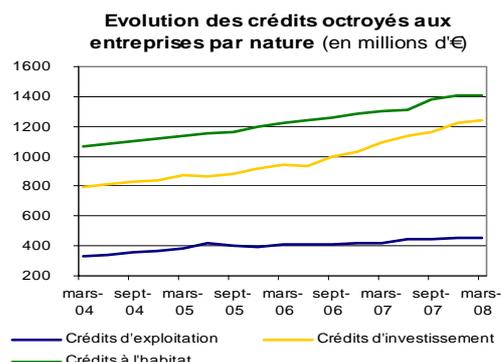
Le financement de l'habitat, en hausse de 2,8 % au 4^{ème} trimestre 2007, a enregistré une progression modeste (+ 0,7 %) au 31 mars 2008, de même que l'encours de crédits à la consommation, qui affiche son plus faible taux de croissance trimestrielle depuis mars 2005 (+ 0,1 %).

Enfin, les crédits d'exploitation se sont accru de 1,6 %, contre +2,5 % en décembre 2007.

...et une atonie des principaux segments de clientèle

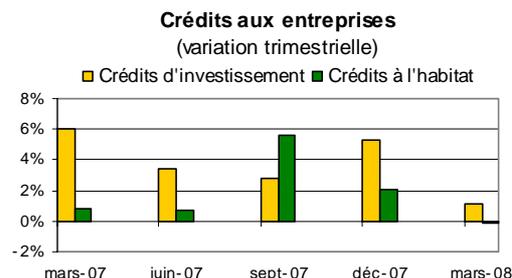
L'encours de crédits octroyés aux entreprises a progressé faiblement au 1^{er} trimestre 2008 (+ 0,5 % contre + 3,3 % au trimestre précédent) pour s'établir à 3,12 milliards €. Il représente désormais 50,3 % de l'encours sain total.

L'habitat, première composante du financement bancaire des entreprises, s'est pour la première fois depuis cinq ans inscrite en baisse (- 0,1 %), laquelle peut être liée à l'incertitude quant



à l'évolution de la loi programme et des dispositifs de défiscalisation pour le logement libre. Avec un encours de 1,41 milliard €, les crédits à l'habitat représentent néanmoins 45 % de l'encours sain des crédits octroyés aux entreprises.

En raison d'une conjoncture économique plus difficile dans la plupart de secteurs d'activité au 1^{er} trimestre 2008, les crédits d'investissements des entreprises ont augmenté de seulement 1,2 % (contre +5,3 % en décembre 2007) pour atteindre 1,24 milliard €. En particulier, les entreprises du BTP qui avaient fortement recouru aux crédits d'équipements depuis la mi-2006, ont fait face à un fléchissement de leur activité en début d'année 2008¹ portant ainsi un coup d'arrêt au dynamisme de leurs investissements. On rappellera que la fin de l'année 2007 a vu l'achèvement d'importants chantiers (construction de logements en défiscalisation, implantations de plusieurs entreprises dans la zone de Dothémare ou encore rénovations d'hôtels).

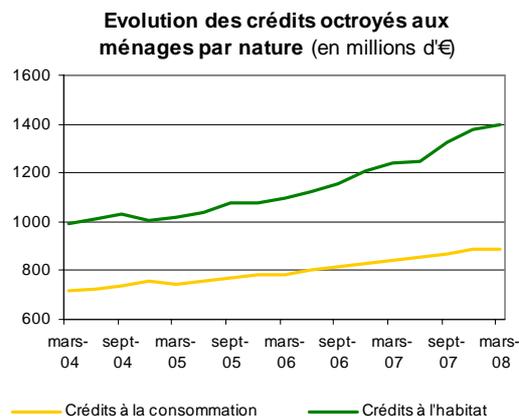


Sur la période, l'encours de crédits d'exploitation a augmenté modérément (+2,1 millions €, + 0,5 %), cette évolution d'ensemble masquant des disparités selon les catégories de crédits. Le premier trimestre a notamment été marqué par une progression sensible des crédits de trésorerie (+13,6 millions €, + 7,2 %), après deux trimestres consécutifs de baisse. Cette évolution est à mettre en relation avec la dégradation de l'encours des comptes à vue observée sur les trois premiers mois de l'année 2008. Le commerce et l'immobilier sont apparus comme les secteurs les plus affectés par les tensions de trésorerie. Leurs encours de crédits à court terme déclarés au SCR a progressé de respectivement 3,9 % et 12,9 % sur trois mois. En parallèle, l'intensité d'utilisation des lignes de découvert s'est stabilisé en début d'année, l'encours des comptes ordinaires débiteurs atteignant 187,6 millions €.

La croissance de l'encours des crédits octroyés aux **ménages** est apparue comme la plus faible enregistrée depuis décembre 2005. Elle s'est établie à + 0,9 % (+ 20,8 millions €), portant l'encours à 2,28 milliards € à fin mars 2008.

Le premier trimestre a vu le ralentissement du rythme de croissance des crédits à l'habitat (+ 1,5 %, contre + 3,6 % au trimestre précédent), principale composante des crédits aux particuliers (61,1 %).

Le marché des crédits à la consommation s'est également révélé moins porteur, avec un encours demeuré stable à 900 millions € (+ 0,1 %). Cette évolution tient à la diminution de la consommation des ménages, perceptible dans la baisse du volume d'affaires des entreprises du commerce. A l'inverse, le recours aux lignes de découvert a été plus important. L'encours des comptes ordinaires débiteurs des ménages a en effet affiché une hausse de 7,8 %, contrastant avec l'évolution des indicateurs de vulnérabilité des ménages² observée sur la même période.



Enfin, l'encours des crédits des **collectivités locales**, détenu à hauteur de 64,2 % par des établissements non installés localement, s'établissait à 629,6 millions € à fin mars 2008, en recul de 0,7 % sur trois mois. L'évolution d'ensemble s'explique notamment par une baisse de 1,5 % des crédits à l'équipement de cette clientèle.

¹ Les statistiques relatives à la consommation de ciment et aux attestations du Consuel pour les logements se sont inscrits en repli de respectivement 3,6 % et 5,0 % (données CVS).

² Les nombres de retraits de cartes bancaires et de personnes en interdit bancaire ont diminué de respectivement 33,2 % et 0,6 % au 1^{er} trimestre 2008.

1.3 - Perspectives

L'enquête réalisée auprès des directions des établissements de crédit de la place laisse supposer une croissance soutenue de l'activité de crédit au deuxième trimestre 2008, en dépit d'un ralentissement sur les crédits d'exploitation aux entreprises. La bonne tenue de la distribution de crédits devrait globalement se maintenir au troisième trimestre. Dans le même temps, la collecte de dépôts devrait retrouver un haut niveau de croissance.

La bonne tenue de l'activité devrait permettre aux banques d'augmenter leur PNB, d'autant que la croissance des commissions perçues pourrait s'accélérer au troisième trimestre. Les dirigeants des banques locales anticipent par ailleurs une réduction de leurs charges d'exploitation, ainsi qu'une amélioration du coût du risque.

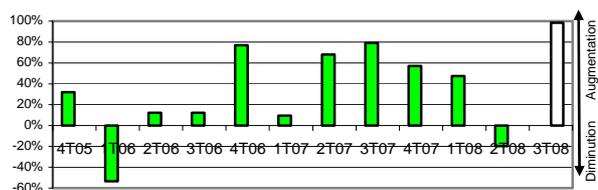
2. L'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinion des dirigeants

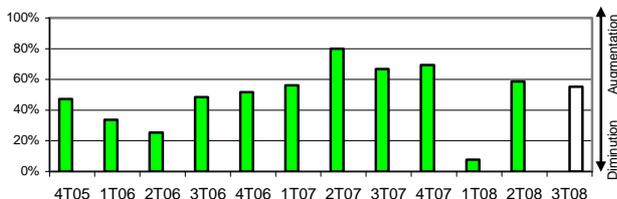
(BDAF, BNPPG, BFCAG, BRED, SGBA, CEPAC, CRCAMG, CRCMMOM, FCMAG, SOGUAFI)

■ Données butes □ Prévisions

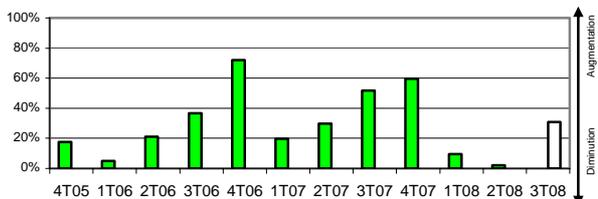
Collecte des dépôts



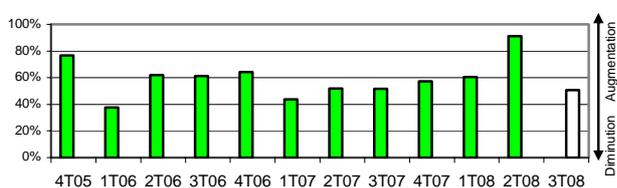
Crédits d'équipement aux entreprises



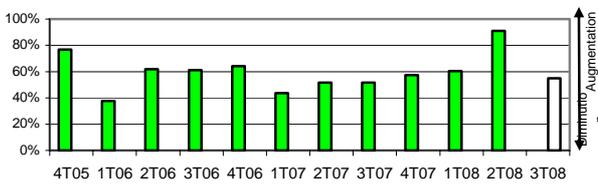
Crédits d'exploitation aux entreprises



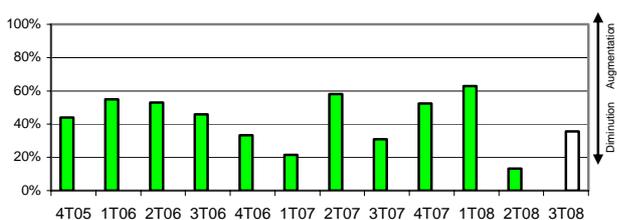
Crédits à l'habitat des particuliers



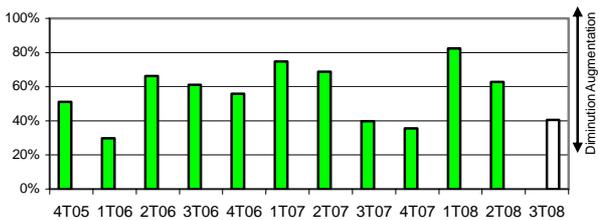
Crédits à la consommation des particuliers



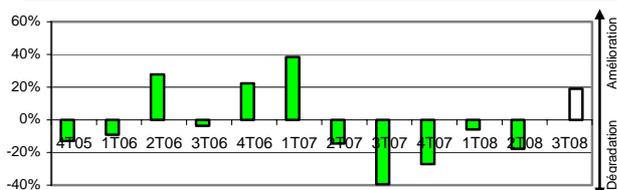
Produit net bancaire



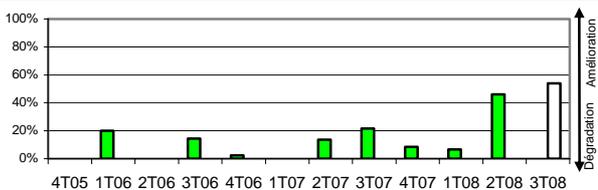
Commissions



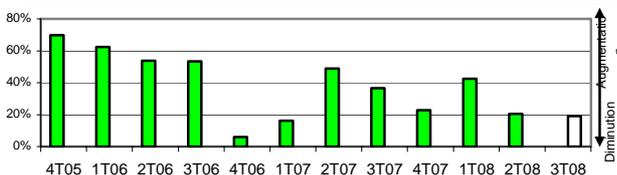
Charges d'exploitation



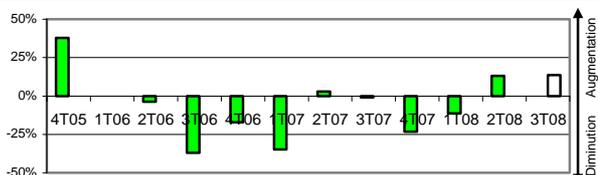
Coût du risque



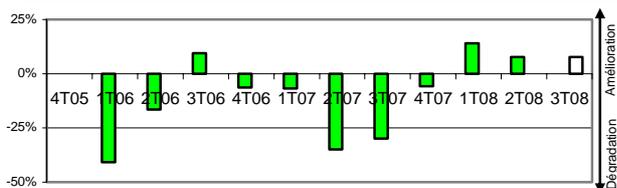
Résultat net



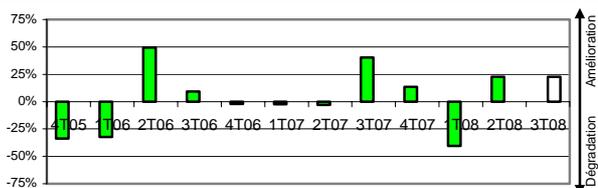
Effectifs



Climat social



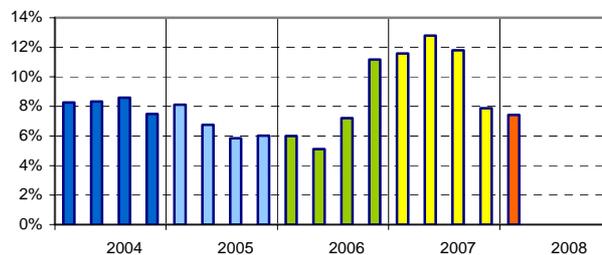
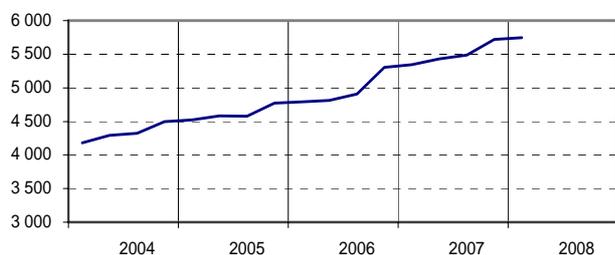
Environnement économique



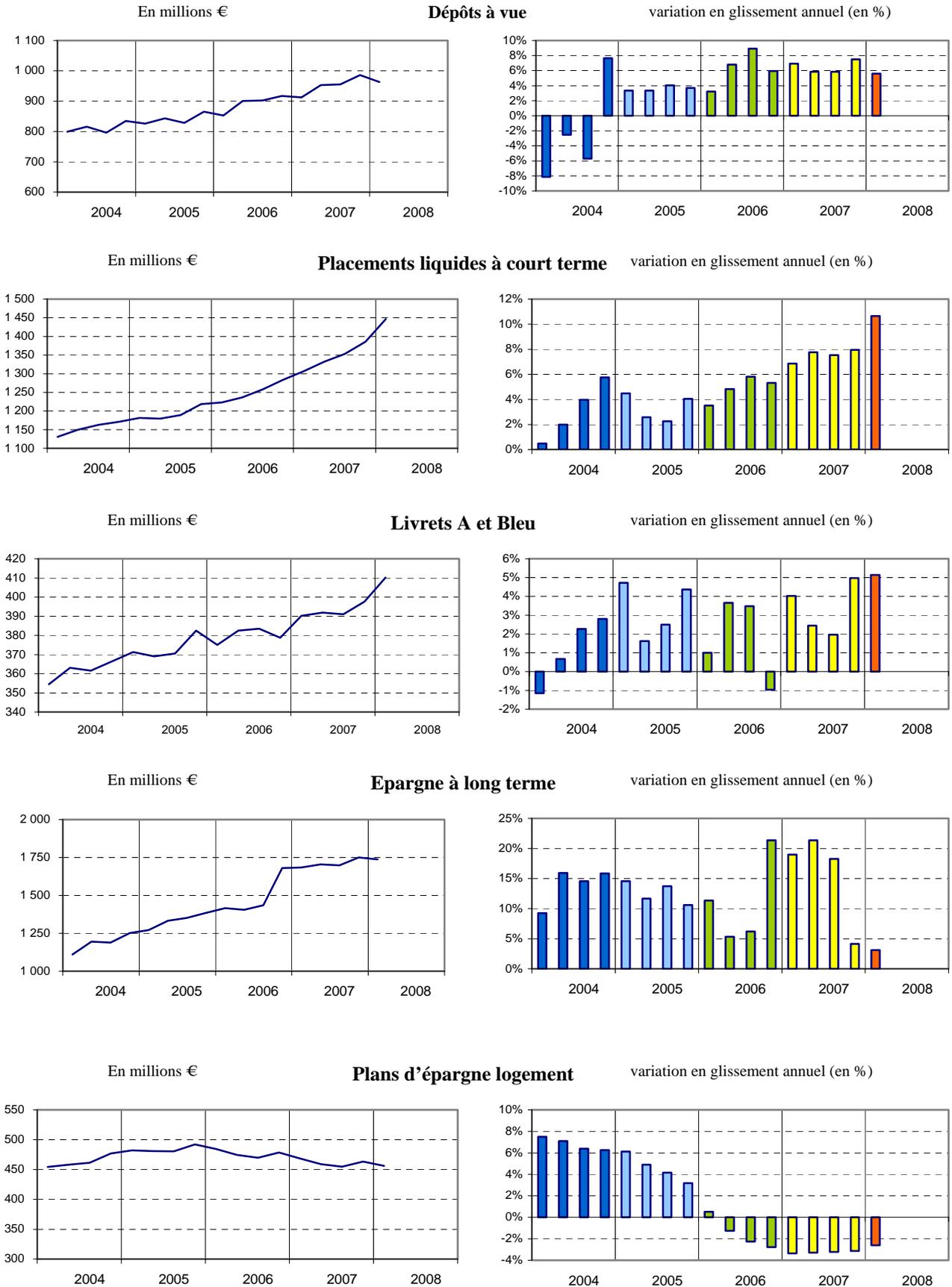
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars 04	mars 05	mars 06	mars 07	juin 07	sept 07	déc 07	mars 08	1 an	3 mois
Sociétés non financières	858,4	936,5	996,6	1 107,5	1 094,2	1 159,4	1 267,5	1 253,0	13,1%	-1,2%
Dépôts à vue	564,4	611,4	644,1	720,9	718,7	726,4	867,4	796,5	10,5%	-8,2%
Placements liquides ou à court terme	230,6	264,9	290,5	334,8	320,4	375,2	353,3	410,9	22,7%	16,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,9	1,8	2,3	2,4	1,5	1,3	1,6	1,2	-50,2%	-24,7%
Placements indexés sur les taux de marché	228,8	263,1	288,2	332,4	318,9	373,9	351,7	409,7	23,3%	16,5%
<i>dont comptes à terme</i>	81,3	90,1	115,4	133,4	125,5	138,7	135,5	162,9	22,1%	20,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	108,1	137,3	135,7	160,8	159,4	192,2	176,1	193,7	20,4%	10,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	39,1	35,6	36,8	37,9	33,7	42,8	39,9	52,9	39,8%	32,6%
Epargne à long terme	63,3	60,2	62,1	51,8	55,1	57,7	46,9	45,5	-12,1%	-2,9%
OPCVM non monétaires	42,8	40,9	42,6	32,2	35,7	35,5	29,0	27,9	-13,4%	-3,9%
Ménages	3 040,5	3 279,7	3 492,0	3 904,2	3 990,4	4 006,3	4 121,5	4 147,2	6,2%	0,6%
Dépôts à vue	799,4	826,3	853,0	912,1	953,4	955,2	986,1	963,2	5,6%	-2,3%
Placements liquides ou à court terme	1 130,8	1 181,6	1 223,0	1 306,9	1 332,4	1 353,2	1 385,6	1 446,1	10,6%	4,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	971,9	1 042,3	1 079,9	1 137,1	1 145,0	1 151,8	1 180,3	1 214,0	6,8%	2,9%
<i>Livrets ordinaires</i>	397,2	424,0	450,2	470,1	469,4	471,8	479,7	496,1	5,5%	3,4%
<i>Livrets A et bleus</i>	354,6	371,3	375,0	390,1	391,9	391,1	397,6	410,2	5,1%	3,2%
<i>Livrets jeunes</i>	10,8	12,4	13,0	13,9	14,2	14,5	14,9	14,9	6,9%	0,2%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	47,1	55,6	57,3	62,2	63,5	64,7	68,7	68,1	9,4%	-0,9%
<i>Livrets de développement durable</i>	64,3	74,1	80,9	95,2	100,4	104,1	112,1	117,1	23,0%	4,4%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	98,0	104,8	103,5	105,5	105,6	105,6	107,3	107,6	2,0%	0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	159,0	139,3	143,1	169,9	187,4	201,4	205,3	232,2	36,7%	13,1%
<i>dont comptes à terme</i>	92,7	92,5	100,7	112,0	124,9	134,8	139,4	161,6	44,2%	15,9%
<i>dont bons de caisse</i>	3,1	2,5	1,7	1,3	1,3	1,1	1,1	1,0	-22,0%	-2,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	62,6	44,0	40,4	56,4	61,0	65,4	64,8	69,5	23,2%	7,2%
Epargne à long terme	1 110,2	1 271,8	1 416,0	1 685,2	1 704,6	1 697,9	1 749,8	1 737,9	3,1%	-0,7%
Plans d'épargne logement	454,4	482,2	484,7	468,5	459,2	454,5	463,4	456,3	-2,6%	-1,5%
Plans d'épargne populaire	107,9	104,7	98,6	92,3	90,2	88,5	88,9	87,7	-5,0%	-1,3%
Autres comptes d'épargne	2,0	3,6	3,6	5,8	6,5	6,8	6,9	6,7	14,8%	-2,4%
Portefeuille-titres	141,7	151,4	169,8	171,6	173,6	167,5	166,1	162,2	-5,5%	-2,4%
OPCVM non monétaires	87,2	82,8	95,8	99,5	102,7	103,8	101,4	96,3	-3,3%	-5,0%
Contrats d'assurance-vie	317,0	447,2	563,5	847,4	872,5	876,7	923,2	928,7	9,6%	0,6%
Autres agents	284,5	306,2	305,0	336,9	344,7	321,5	332,1	345,5	2,6%	4,1%
Dépôts à vue	192,7	306,2	305,0	336,9	344,7	321,5	332,1	345,5	2,6%	4,1%
Placements liquides ou à court terme	73,1	98,6	98,8	148,2	146,3	136,1	133,9	146,3	-1,3%	9,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	20,6	36,1	40,5	42,4	43,2	25,6	28,2	33,3	-21,4%	18,1%
Placements indexés sur les taux de marché	52,5	62,5	58,3	105,8	103,1	110,5	105,7	113,0	6,8%	6,9%
<i>dont comptes à terme</i>	31,2	33,8	25,1	64,1	54,8	65,6	56,6	56,8	-11,4%	0,5%
Epargne à long terme	18,7	23,2	16,5	17,0	17,4	17,9	18,1	18,5	8,9%	2,2%
Total actifs financiers	4 183,3	4 522,5	4 793,6	5 348,7	5 429,3	5 487,2	5 721,1	5 745,6	7,4%	0,4%
Dépôts à vue	1 556,6	1 622,2	1 686,8	1 804,8	1 853,1	1 849,2	2 033,5	1 940,4	7,5%	-4,6%
Placements liquides ou à court terme	1 434,6	1 545,1	1 612,3	1 789,9	1 799,1	1 864,5	1 872,8	2 003,3	11,9%	7,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	994,4	1 080,2	1 122,7	1 181,9	1 189,7	1 178,7	1 210,1	1 248,5	5,6%	3,2%
Placements indexés sur les taux de marché	440,2	464,9	489,5	608,0	609,3	685,8	662,7	754,9	24,1%	13,9%
Epargne à long terme	1 192,2	1 355,2	1 494,6	1 754,0	1 777,1	1 773,5	1 814,8	1 801,9	2,7%	-0,7%

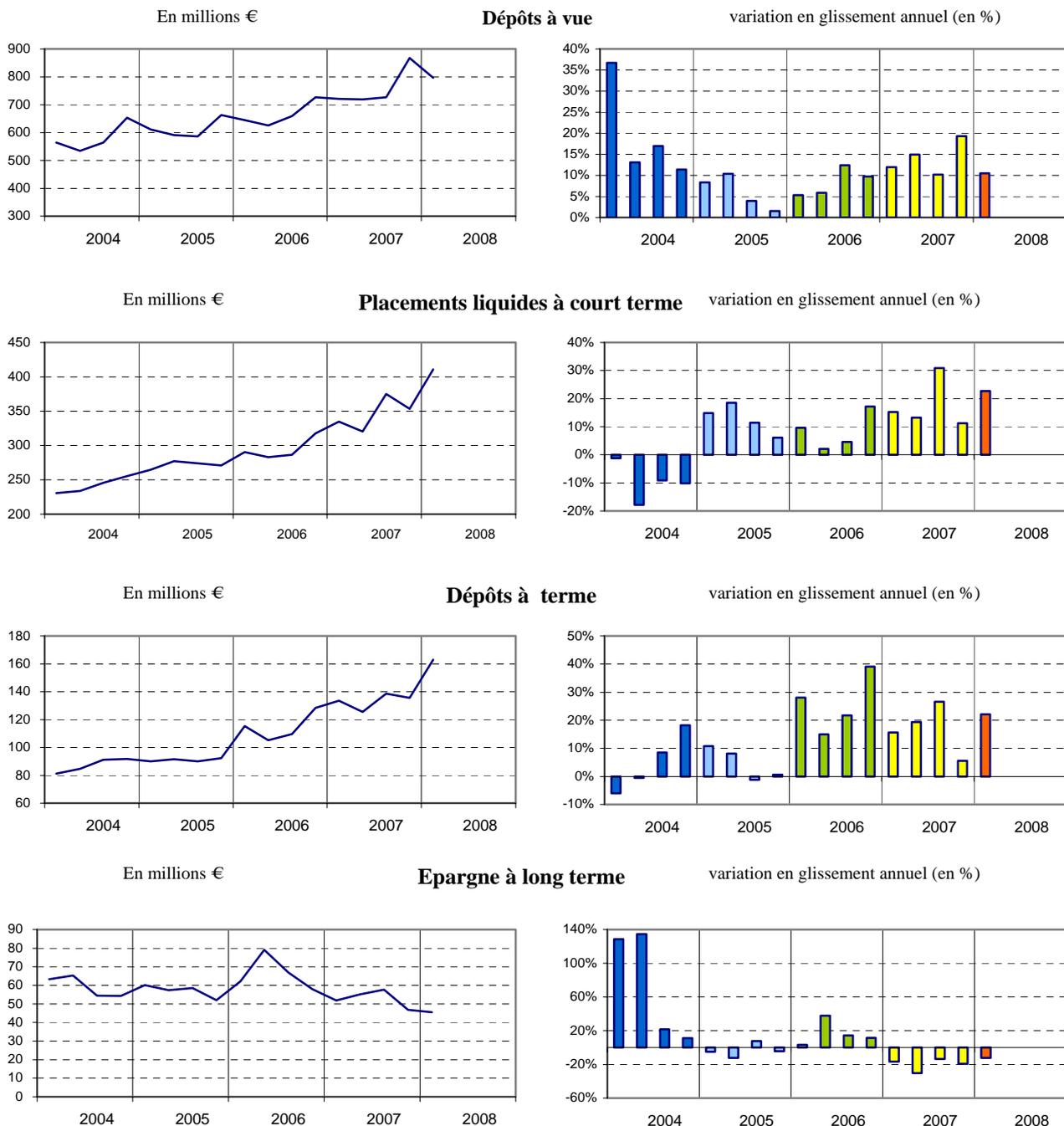
Ensemble des actifs financiers



Les placements des ménages



Les disponibilités des entreprises



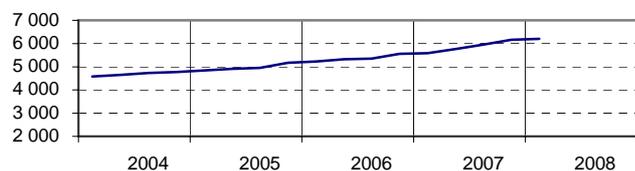
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

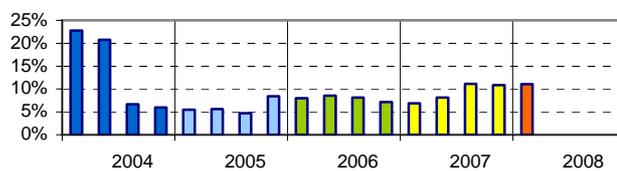
CCB TZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars 04	mars 05	mars 06	mars 07	juin 07	sept 07	déc 07	mars 08	1 an	3 mois
Entreprises	2 265,0	2 453,1	2 642,6	2 825,7	2 901,2	3 009,8	3 109,1	3 123,2	10,5%	0,5%
Crédits d'exploitation	328,7	380,0	408,2	417,7	446,5	444,4	455,9	458,0	9,6%	0,5%
Créances commerciales	35,9	36,0	34,8	33,3	34,0	40,1	42,3	33,5	0,5%	-20,9%
Crédits de trésorerie	124,9	181,4	209,1	215,5	215,8	191,7	190,0	203,6	-5,5%	7,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	36,9	53,5	54,4	52,9	51,3	47,9	48,2	47,0	-11,2%	-2,6%
Comptes ordinaires débiteurs	146,3	136,6	139,0	140,5	164,7	179,7	187,7	187,6	33,6%	0,0%
Affacturage	21,5	26,0	25,3	28,4	32,0	33,0	35,8	33,2	17,0%	-7,4%
Crédits d'investissement	794,2	872,4	943,7	1 095,1	1 132,0	1 163,5	1 224,9	1 239,2	13,2%	1,2%
Crédits à l'équipement	622,3	678,8	753,4	893,9	934,3	967,1	1 003,7	1 006,9	12,6%	0,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	82,4	69,6	97,6	107,4	112,5	114,0	115,5	113,9	6,1%	-1,4%
Crédit-bail	171,9	193,6	190,3	201,2	197,8	196,3	221,2	232,3	15,4%	5,0%
Crédits à l'habitat	1 067,1	1 132,2	1 220,5	1 298,5	1 308,2	1 381,4	1 409,2	1 407,4	8,4%	-0,1%
Autres crédits	75,0	68,6	70,2	14,4	14,5	20,5	19,1	18,6	29,2%	-2,3%
Ménages	1 711,8	1 766,1	1 883,2	2 080,8	2 103,2	2 196,5	2 262,3	2 283,1	9,7%	0,9%
Crédits à la consommation	716,4	742,0	783,1	840,4	854,1	866,6	885,2	886,0	5,4%	0,1%
Crédits de trésorerie	630,1	664,8	706,7	755,9	774,4	787,4	805,2	802,2	6,1%	-0,4%
Comptes ordinaires débiteurs	49,7	42,7	43,0	44,7	40,4	39,1	39,7	42,8	-4,2%	7,8%
Crédit-bail	36,5	34,5	33,4	39,8	39,3	40,2	40,2	41,0	3,1%	2,0%
Crédits à l'habitat	992,6	1 020,8	1 097,4	1 237,7	1 246,6	1 327,0	1 374,9	1 394,9	12,7%	1,5%
Autres crédits	2,8	3,3	2,7	2,7	2,4	2,8	2,2	2,2	-16,3%	0,1%
Collectivités locales	538,0	549,1	570,5	585,9	605,9	589,2	634,3	629,6	7,5%	-0,7%
Crédits d'exploitation	8,6	1,4	2,7	12,9	22,8	3,7	3,2	8,4	-34,9%	159,0%
Crédits de trésorerie	8,6	1,4	2,6	12,9	22,8	3,7	3,2	8,2	-36,3%	159,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,1	-	-	-	0,1	0,2	ns	ns
Crédits d'investissement	458,6	461,0	501,6	556,7	567,5	570,1	616,6	607,5	9,1%	-1,5%
Crédits à l'équipement	458,4	460,9	500,5	555,6	566,4	569,1	615,7	606,6	9,2%	-1,5%
Crédit-bail	0,2	0,2	1,1	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	-15,3%	12,0%
Crédits à l'habitat	27,0	32,9	30,9	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	-42,6%	0,0%
Autres crédits	43,7	53,9	35,3	16,2	15,5	15,3	14,4	13,6	-15,7%	-5,2%
Autres agents et CCB non ventilés	97,1	102,1	130,3	94,9	149,5	156,9	150,4	169,5	78,7%	12,7%
Total sain	4 611,9	4 870,5	5 226,6	5 587,2	5 759,8	5 952,4	6 156,1	6 205,5	11,1%	0,8%
Créances douteuses brutes	559,2	551,2	615,6	582,3	582,2	595,0	598,5	610,8	4,9%	2,0%
Créances douteuses nettes	193,8	190,0	244,3	202,3	208,5	217,3	231,9	241,9	19,5%	4,3%
dont entreprises	137,3	128,8	146,9	128,0	129,5	135,1	153,5	165,2	29,1%	7,6%
dont ménages	48,9	57,1	78,7	73,6	74,1	78,0	73,8	71,8	-2,5%	-2,7%
Provisions	365,4	361,2	371,4	379,9	373,7	377,8	366,6	368,9	-2,9%	0,6%
Encours total	5 171,1	5 421,7	5 842,3	6 169,5	6 342,1	6 547,4	6 754,6	6 816,2	10,5%	0,9%
<i>Taux de créances douteuses</i>	10,8%	10,2%	10,5%	9,4%	9,2%	9,1%	8,9%	9,0%	-0,5 pt	0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	74,8%	75,9%	73,8%	77,2%	74,7%	73,3%	71,4%	71,2%	-5,9 pt	-0,1 pt

Encours de crédit sain total

en millions d'euros



variations en glissement annuel



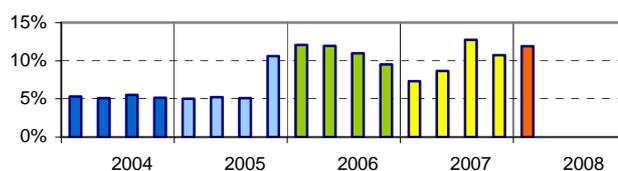
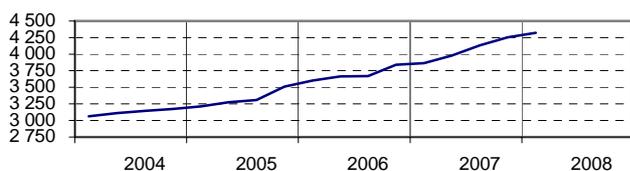
4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

CCB ZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars 04	mars 05	mars 06	mars 07	juin 07	sept 07	déc 07	mars 08	1 an	3 mois
Entreprises	887,1	981,6	1 127,5	1 270,4	1 306,6	1 351,9	1 400,6	1 439,1	13,3%	2,7%
Crédits d'exploitation	288,0	317,0	354,9	374,7	399,8	399,1	413,2	414,9	10,7%	0,4%
Créances commerciales	35,9	36,0	34,2	33,1	33,8	39,9	42,1	33,3	0,6%	-20,9%
Crédits de trésorerie	120,8	161,8	176,8	195,5	194,8	176,2	177,8	186,3	-4,7%	4,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	36,9	53,5	54,1	51,7	50,1	46,3	46,9	45,9	-11,1%	-2,1%
Comptes ordinaires débiteurs	109,7	93,2	118,6	117,8	139,3	150,2	157,6	162,2	37,7%	2,9%
Affacturage	21,5	26,0	25,3	28,2	31,9	32,8	35,7	33,1	17,3%	-7,3%
Crédits d'investissement	455,4	509,5	566,9	691,2	705,7	727,4	760,1	795,8	15,1%	4,7%
Crédits à l'équipement	390,8	439,3	473,6	586,0	598,1	623,4	652,0	683,5	16,6%	4,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	82,4	69,6	64,7	65,0	62,7	64,9	65,3	68,0	4,5%	4,1%
Crédit-bail	64,6	70,2	93,3	105,2	107,6	104,0	108,1	112,3	6,7%	3,9%
Crédits à l'habitat	72,3	90,1	139,1	193,3	189,8	208,1	211,5	213,0	10,2%	0,7%
Autres crédits	71,5	64,9	66,6	11,1	11,3	17,3	15,8	15,4	38,3%	-2,6%
Ménages	1 475,8	1 556,4	1 660,1	1 845,8	1 861,6	1 949,0	2 006,9	2 024,4	9,7%	0,9%
Crédits à la consommation	665,4	688,1	725,1	781,1	794,2	804,7	821,8	822,6	5,3%	0,1%
Crédits de trésorerie	579,1	610,9	649,1	697,0	715,0	725,9	742,2	739,0	6,0%	-0,4%
Comptes ordinaires débiteurs	49,7	42,7	42,5	44,3	39,9	38,7	39,4	42,5	-4,0%	8,0%
Crédit-bail	36,5	34,5	33,4	39,8	39,3	40,2	40,2	41,0	3,1%	2,0%
Crédits à l'habitat	807,9	865,2	932,4	1 062,1	1 065,0	1 141,4	1 182,9	1 199,6	12,9%	1,4%
Autres crédits	2,6	3,1	2,6	2,7	2,4	2,8	2,2	2,2	-16,3%	0,1%
Collectivités locales	125,4	123,2	206,9	200,7	203,8	204,2	227,5	225,6	12,4%	-0,9%
Crédits d'exploitation	8,6	1,4	2,7	1,0	0,9	1,2	0,7	1,7	67,9%	142,2%
Crédits de trésorerie	8,6	1,4	2,6	1,0	0,9	1,2	0,6	1,5	49,7%	141,4%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,1	-	-	-	0,1	0,2	ns	ns
Crédits d'investissement	116,5	121,7	204,1	199,6	202,7	202,9	226,7	223,8	12,1%	-1,3%
Crédits à l'équipement	116,3	121,5	203,7	199,1	202,3	202,5	226,4	223,4	12,2%	-1,3%
Crédit-bail	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	-28,5%	6,2%
Crédits à l'habitat	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-24,6%	0,0%
Autres crédits	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-	ns	ns
Autres agents et CCB non ventilés	71,1	66,9	95,4	49,4	103,9	111,4	101,3	113,9	130,4%	12,4%
Total sain	2 559,4	2 728,2	3 089,9	3 366,3	3 475,9	3 616,6	3 736,4	3 802,9	13,0%	1,8%
Créances douteuses brutes	501,1	485,8	511,5	498,5	504,7	520,3	518,0	521,4	4,6%	0,7%
Créances douteuses nettes	136,9	125,7	141,7	119,5	131,6	143,1	152,0	153,1	28,0%	0,7%
<i>dont entreprises</i>	92,0	80,6	74,6	66,5	68,3	76,2	87,4	90,2	35,7%	3,2%
<i>dont ménages</i>	37,4	42,0	64,0	52,3	59,4	63,8	62,0	60,0	14,7%	-3,2%
Provisions	364,2	360,0	369,8	379,0	373,1	377,2	366,0	368,3	-2,8%	0,6%
Total brut	3 060,5	3 213,9	3 601,4	3 864,8	3 980,6	4 136,8	4 254,4	4 324,4	11,9%	1,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	16,4%	15,1%	14,2%	12,9%	12,7%	12,6%	12,2%	12,1%	-0,8 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	72,7%	74,1%	72,3%	76,0%	73,9%	72,5%	70,7%	70,6%	-5,4 pt	0 pt

Ensemble des crédits des EC locaux

en millions d'euros

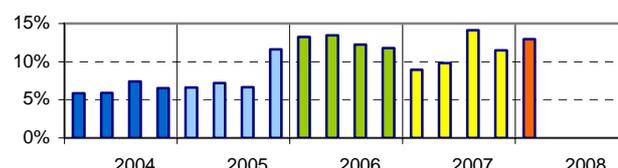
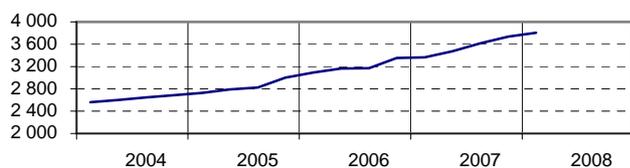
variations en glissement annuel



Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'euros

variations en glissement annuel

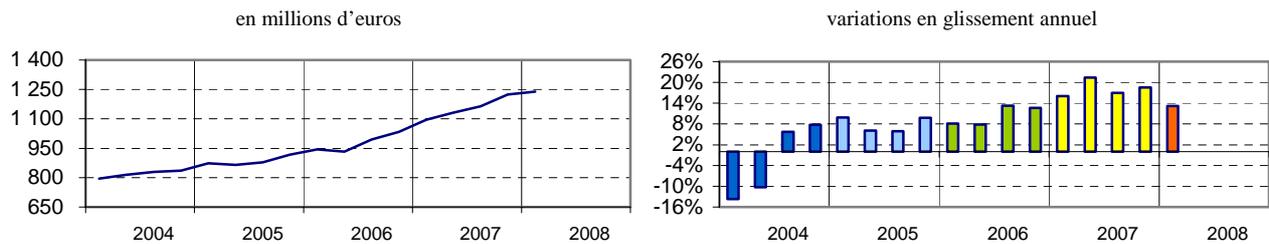


L'endettement des entreprises

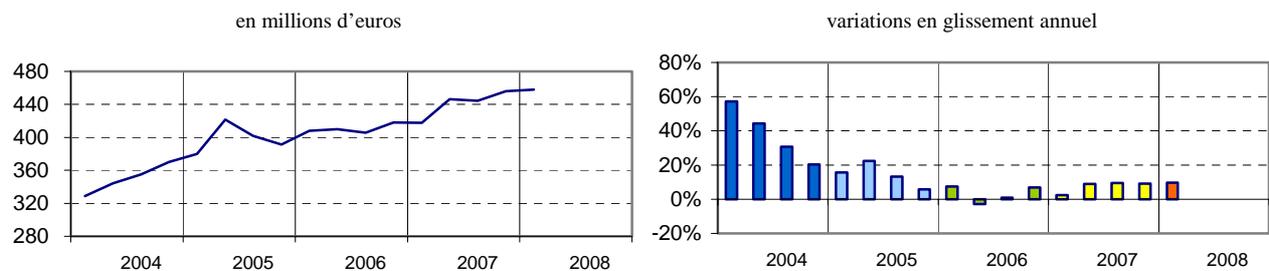
Ensemble des concours sains



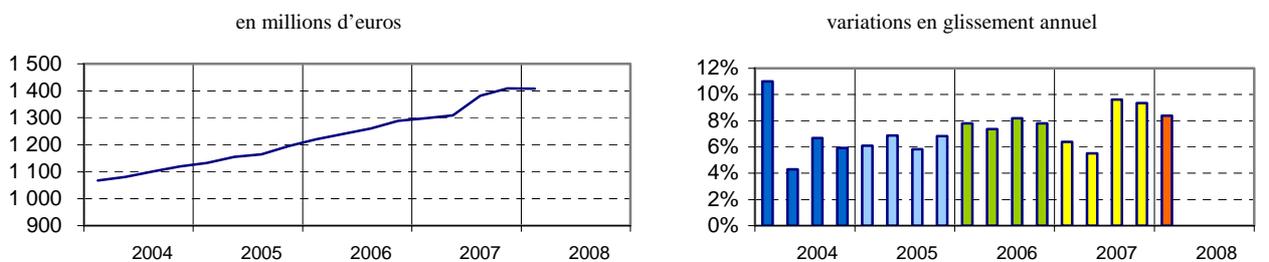
Crédits d'investissement



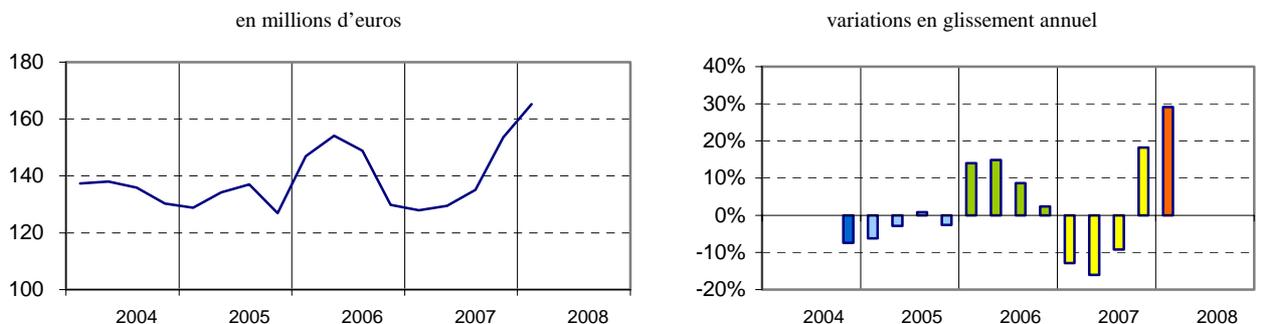
Crédits d'exploitation



Crédits immobilier

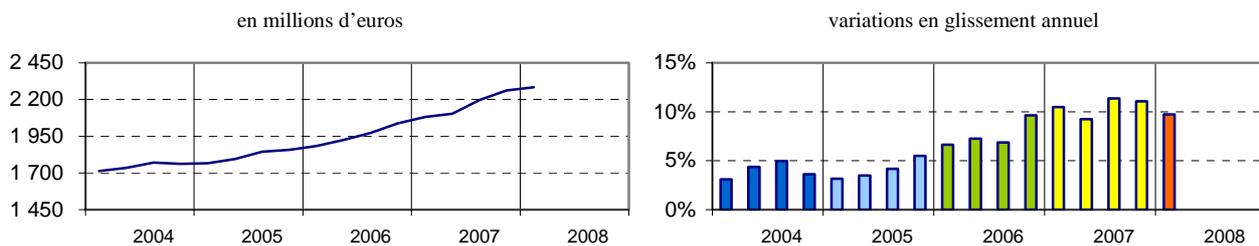


Créances douteuses nettes

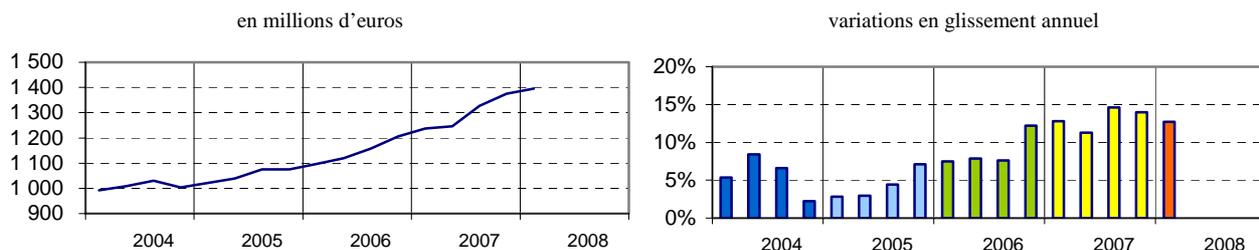


L'endettement des ménages

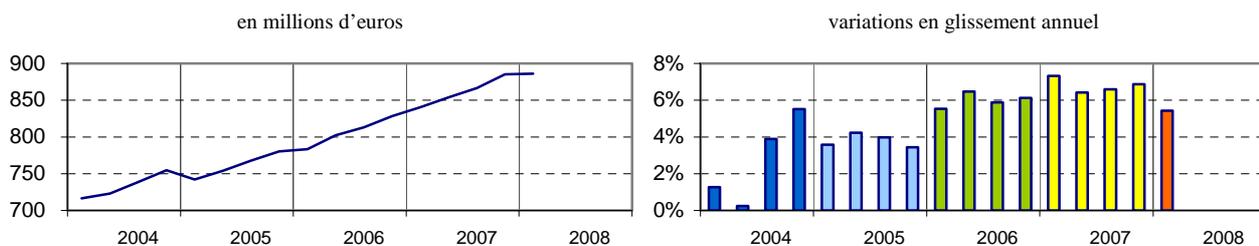
Ensemble des concours sains



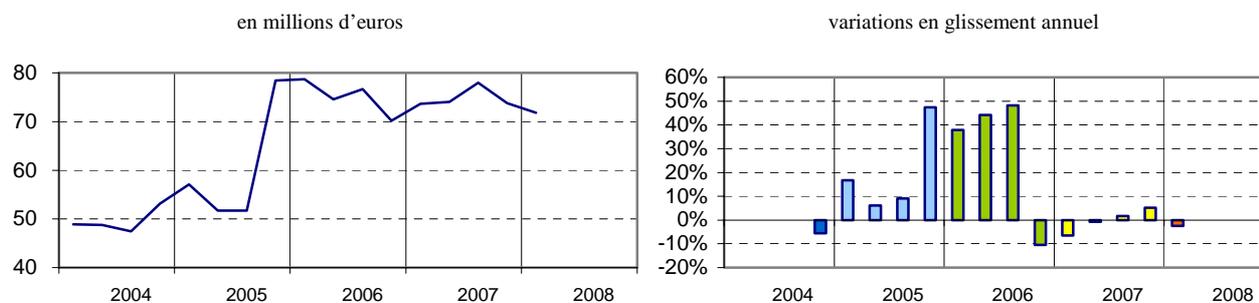
Crédits à l'habitat



Crédits à la consommation



Créances douteuses nettes



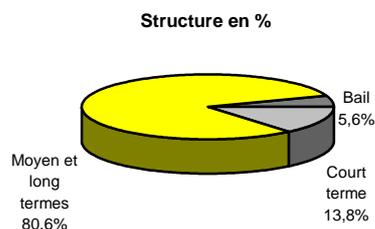
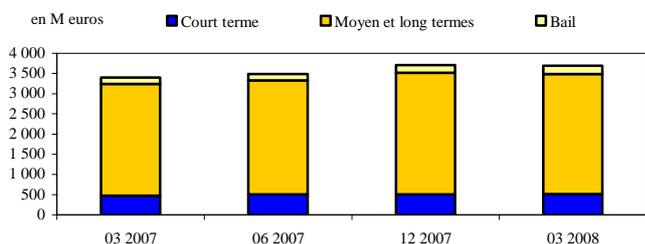
L'évolution des créances douteuses brutes

Créances douteuses brutes

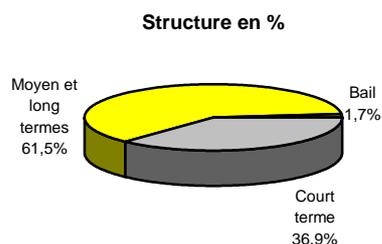
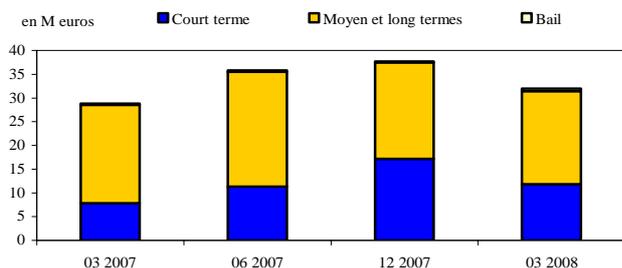


5. Risques sectoriels

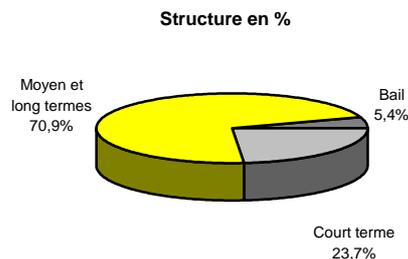
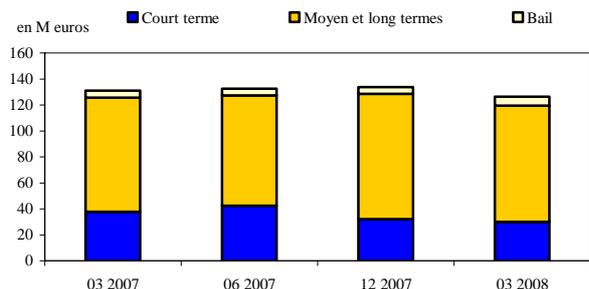
Evolution globale



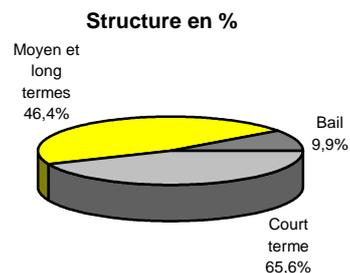
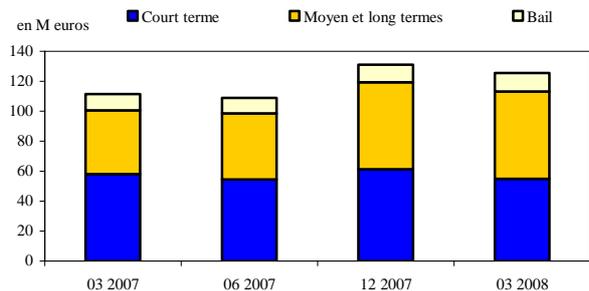
Secteur primaire



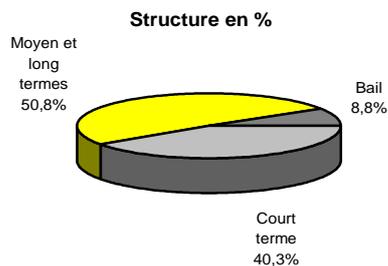
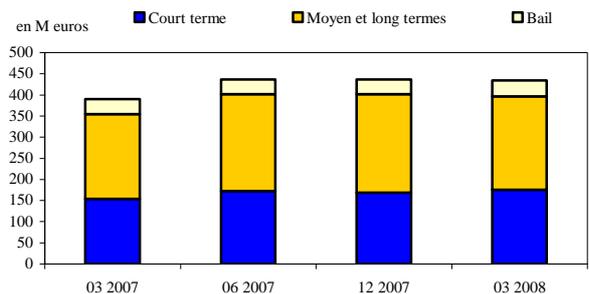
Industrie



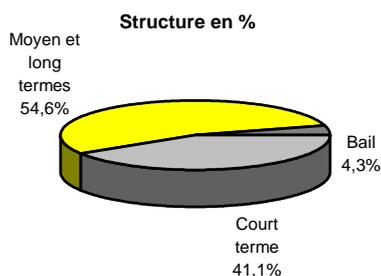
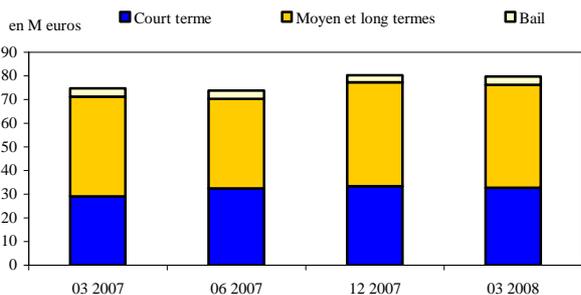
Construction



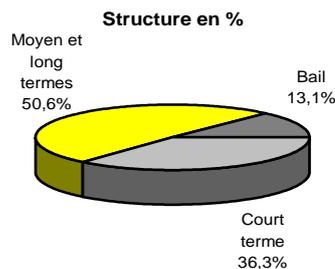
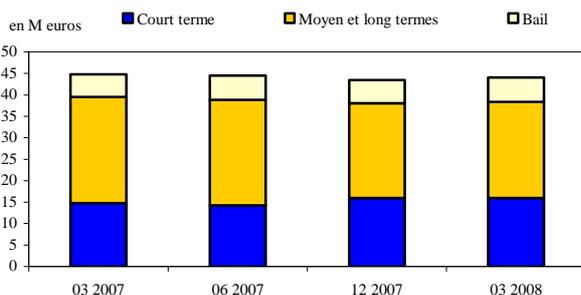
Commerce



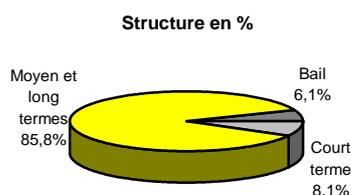
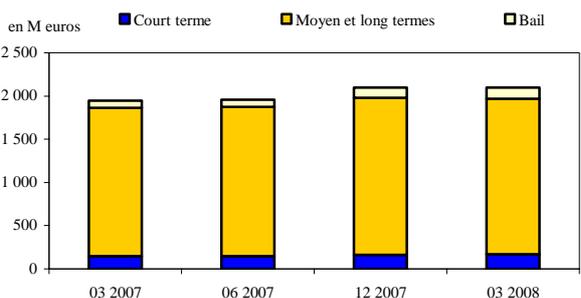
Hôtels - restaurants



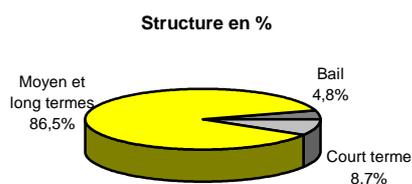
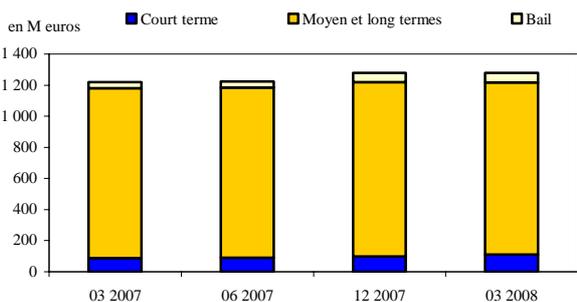
Transports



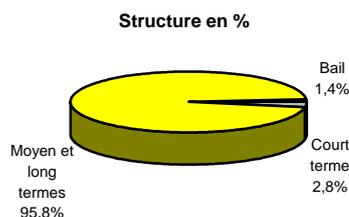
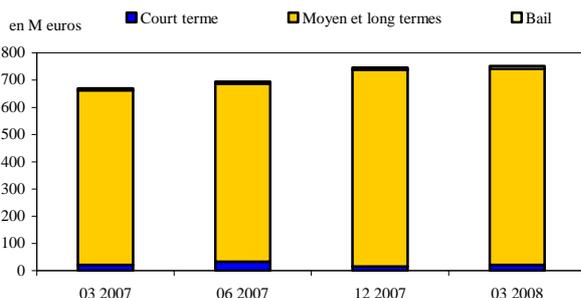
Services



dont Immobilier



Autres secteurs



6. Rappel des taux

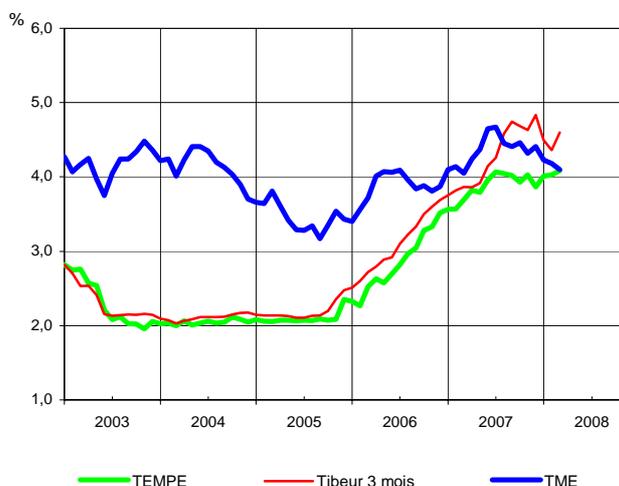
6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/07)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/07)	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/06/07)	5,00%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er février 08)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
3,50%	3,50%	4,25%
PEL*	CEL*	
2,50%	2,25%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2008 (JO du 21/02/07)		2,95%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)		2,95%

* Hors prime d'Etat

6.2 Principaux taux de marché

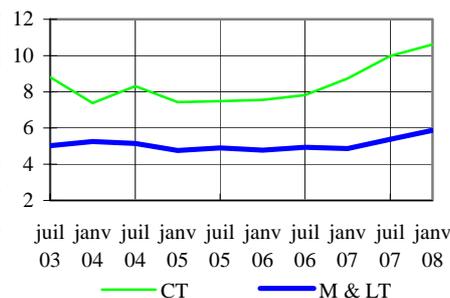


6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	juil 2006	janv 2007	juil 2007	janv 2008	Var. en pts	
					6 mois	1 an
Crédits CT						
Escompte	6,64	6,67	7,48	8,80	1,32	2,13
Découvert	9,29	10,76	12,30	12,34	0,04	1,58
Autres crédits CT	5,99	5,76	6,61	6,95	0,34	1,19
Total crédits CT	7,81	8,73	9,97	10,62	0,64	1,88
Crédits MT et LT	4,93	4,86	5,37	5,87	0,50	1,01
ENSEMBLE	6,30	6,79	7,50	8,12	0,62	1,33

Source : IEDOM Guadeloupe



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 1er trim. 2008 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 2ème trimestre 2008
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers		
	- Prêts à taux fixe	5,44%	7,25%
	- Prêts à taux variable	5,37%	7,16%
	- Prêts relais	5,44%	7,25%
	Autres prêts aux particuliers		
- Prêts <= 1 524 € (*)	15,45%	20,60%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	15,36%	20,48%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	7,20%	9,60%	
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises		
	- Découverts en compte (**)	10,72%	14,29%

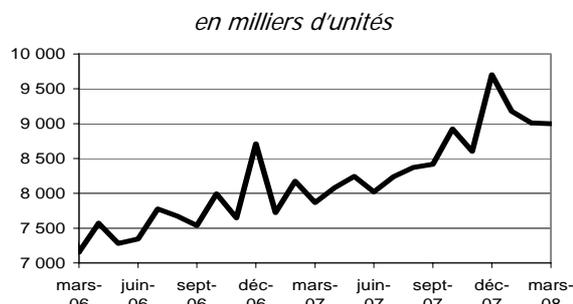
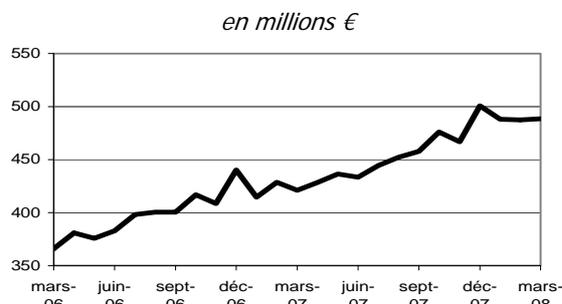
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

7. Monnaie fiduciaire

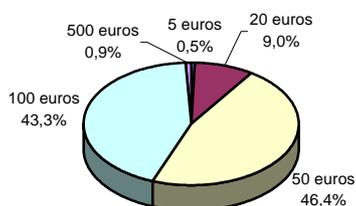
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets

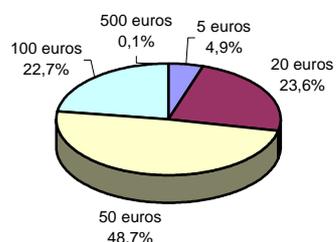


Répartition par coupure de l'émission nette de billets au 31 mars 2008

Répartition en valeur



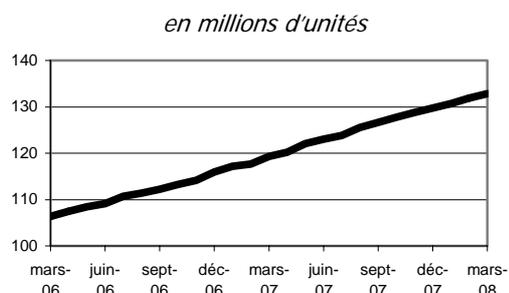
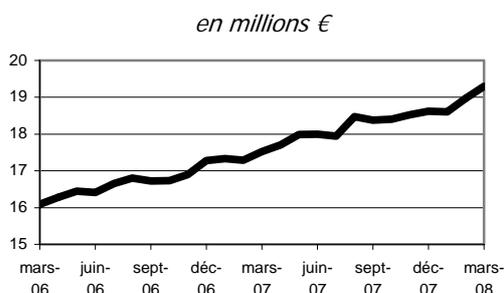
Répartition en volume



* hors billets de 10 euros (la contribution étant négative)

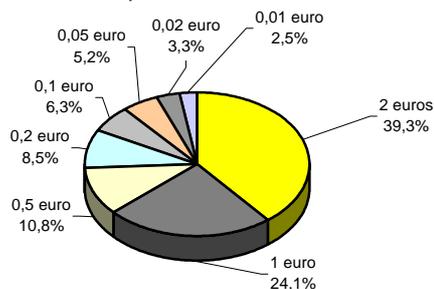
7.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces

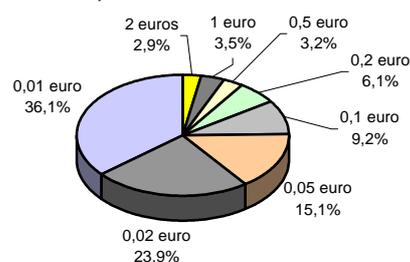


Répartition par coupure de l'émission nette de pièces au 31 mars 2008

Répartition en valeur

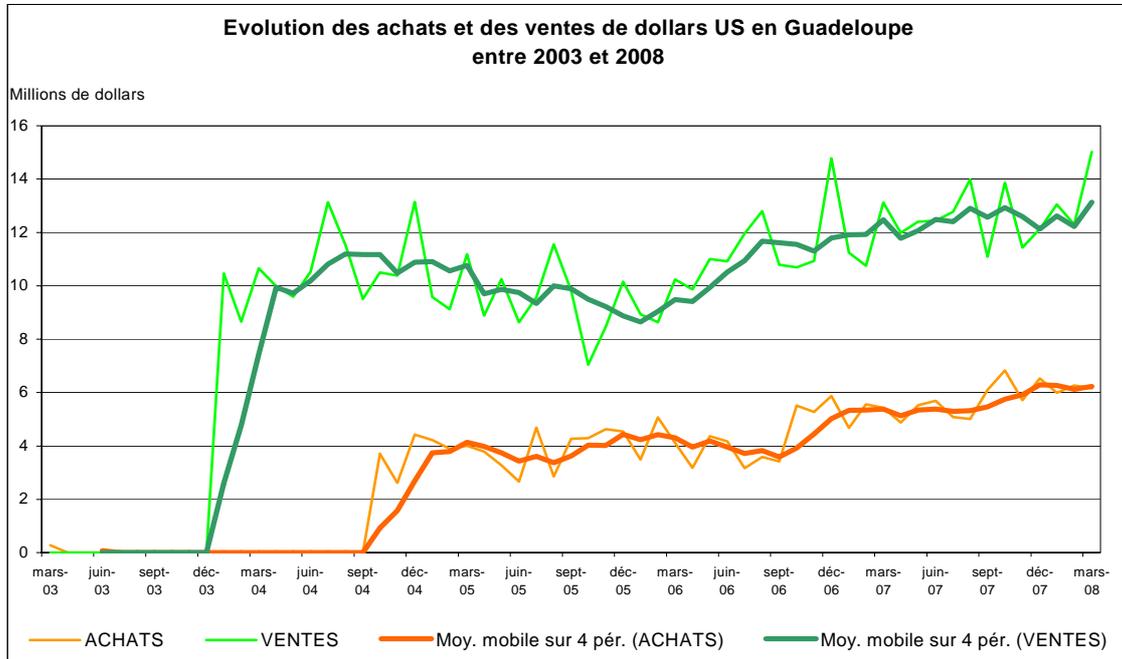


Répartition en volume



8. Changeurs manuels

8.1 Achats et ventes de dollars



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Luc Le CABELLEC

Thomas de GUBERNATIS

Michelle MINATCHY

Pascal RICHER

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Parc d'activités La providence – ZAC de Dothémare - 97 139 LES ABYMES

Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : L. LE CABELLEC
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 23 juin 2008
Dépôt légal : juin 2008- n° ISSN : 0296-3116